

Print

La Grèce, ses fossoyeurs et l'opinion publique

De [Bruno Adrie](#)

Global Research, juillet 21, 2015

Url de l'article:

<http://www.mondialisation.ca/la-grece-ses-fossoyeurs-et-l-opinion-publique/5463567>

Internet a ceci de merveilleux que les conversations, tirades et jurons qui autrefois tonnaient dans les cafés, sont maintenant diffusés dans le monde entier, en queues d'articles, en commentaires, en propos brefs et définitifs, qui clôturent les débats à coups d'évidences douteuses et de solutions expéditives. Les lecteurs de magazines, hissés au rang de penseurs pour tous, ne se privent pas de répéter ces slogans publiés par des revues et nous font part de leurs croyances répercutées depuis les quatre coins de l'univers. C'est ainsi qu'on trouve des pelletées de remarques du genre, « Il faudra que la Grèce paie », « On ne pourra pas continuer comme ça », « La Grèce a longtemps profité », « L'euro n'est tout de même pas responsable de tous les maux de la Grèce ! »



Photographies : Jean-Claude Juncker, Wolfgang Schäuble, Christine Lagarde

Ce que n'ont pas compris ces raisonneurs succincts, c'est que la Grèce est la proie d'un système de spoliation appelé néolibéralisme dont les instances, le FMI, l'Union européenne et la BCE, sont des abattoirs où les peuples défilent l'un derrière l'autre, suspendus aux crochets sanglants des « réformes » pour être soigneusement découpés en tranches rentabilisables à court et moyen terme. Evidemment, il n'est pas si facile de le deviner car nos bouchers sont malins et parlent couramment la novlangue absconse des Traités, des Accords et des Mécanismes en tous genres qui ne sauvent personne, à part les créanciers, et ne règlent pas les différends puisqu'en Europe, comme dans le NAFTA, on vit en dictature. Et ce qu'ils devraient essayer de se figurer, ces penseurs au souffle court, c'est que les causes objectives de l'endettement de la Grèce, sur lesquelles la transparence devrait être totalement faite, n'intéressent pas les banquiers car ce qui les intéresse dans la dette c'est qu'elle est un levier formidable permettant d'ouvrir en grand la vanne des privatisations. Qu'importent les causes, donc, pourvu qu'on privatise et que l'Etat disparaisse, contraint ou consentant, sous les coups de becs des vautours qui festinent – et je ne parle pas seulement des fonds qui portent ce nom fossoyeur – avides de digestions lucratives.

Les privatisations ne sont donc pas une conséquence mais un but, un but recherché par la Haute Banque, un but que la crise a rendu plus facile à atteindre parce que la dette divise l'opinion, fragilise les parlements et fait éclater les cadres professionnels et sociaux dans lesquels une résistance peut se former. Grâce à la crise, la voie est libre pour la curée. Le navire est-il secoué par une vague d'ampleur ? C'est l'occasion de le renverser et de récupérer tout ce qu'il contient : « entreprises publiques de production, de transport et de distribution d'électricité et de gaz, l'entreprise pétrolière nationale, les services d'eau d'Athènes et de Thessalonique, tous les aéroports du pays, tous les ports, des autoroutes, les entreprises ferroviaires nationales, le service postal, ou encore les organismes de loterie et de paris sportifs. Sans compter plusieurs milliers de biens fonciers (...) désormais voués aux promoteurs touristiques » (Petitjean), en n'oubliant pas de contraindre les salariés à supporter une baisse de 20% du salaire moyen entre 2009 et 2013, – « [plus de 50% des salariés ont touché moins de 820 euros nets par mois](#) » en 2013 (Huffington Post) –, de multiplier le taux de chômage par trois (qui passe de 9% en 2009 à 26% en 2014) et d'imposer la mise en place de plans budgétaires ambitieux et célébrés par les bouchers de service, Lagarde-aux-long-couteaux, Juncker-aux-poches-pleines et Schäuble-à-l'âme-froide. Avec la Grèce, la politique des caisses vides, étudiée par Sébastien Guex, entre dans un âge d'or, et les élites, qui ont l'habitude de payer moins d'impôts pour prêter les sommes ainsi épargnées aux Etats, peuvent se jeter sans retenue sur les bijoux de la couronne ou plutôt sur les biens publics et les revenus des populations.

Le chaos plaît à l'oligarchie qui se sert à pleines mains et offre à l'Etat, en échange des biens volés, des compensations qui ne permettront jamais de racheter une dette qui ne diminue pas (elle était de 310 milliards d'euros en 2009, de 309 milliards d'euros en 2013 et de 312 milliards d'euros aujourd'hui, soit 175% du PIB 2014 de la Grèce). Comme le rapporte Agnès Rousseaux, le programme des privatisations est mis en musique par une société anonyme grecque, le [Taiped](#), qui a reçu la mission, depuis 2011, de fourguer les biens de l'Etat à ceux qui ont longtemps lorgné dessus et qui peuvent enfin se les approprier. Une bénédiction pour les oligarques grecs et leurs alliés occidentaux. Et, contrairement à ce qu'affirment les dirigeants de cette officine patronale destinée à gérer la curée, privatiser n'est pas offrir la « condition préalable fondamentale pour le retour de la Grèce sur les marchés de capitaux mondiaux », mais effectuer une mise à sac, opérer un hold-up déguisé en sauvetage et couvert par le fond sonore des jugements moralisants au ton sans réplique de ceux qui gouvernent depuis leurs bureaux à Bruxelles, à Berlin ou à Washington et qui jamais ne connaîtront le chômage, la misère, ou la précarité. « Allons les Grecs, disent-ils sur un ton paternaliste et familial, encore un effort, vous avez été si longtemps paresseux ! » Et les Grecs travaillent, quand ils le peuvent, mais rien ne vient, les salaires restent bas.

Rien de surprenant, précise Agnès Rousseaux en citant une étude d'ATTAC consacrée à ce sujet car, sur les 207 milliards d'euros débloqués par l'Union européenne entre 2010 et 2013, 58 milliards sont allés aux banques grecques et 101 milliards aux créanciers de l'Etat, pour la plupart banques et fonds d'investissement.

En continuant de négocier avec l'Union européenne, Alexis Tsipras a fait le jeu des forces financières qui démolissent son pays. En ignorant le référendum, en l'occurrence en transformant un « non » collectif en « oui » personnel, il a tout de suite dû leur plaire, au fond, à ces Lagarde-aux-long-couteaux, Juncker-aux-poches-pleines et Schäuble-à-l'âme-froide, ainsi qu'à toute la cohorte d'intérêts privés que ces derniers servent avec empressement et diligence, en veillant bien à écraser, au passage, d'un coup de talon ferme et déterminé, le bien-être des peuples qu'ils gouvernent de facto.

Lectures de référence de l'article :

Olivier Petitjean, « [Grèce: milliardaires et multinationales se partagent le gâteau des privatisations](#) », bastamag.net, 23 janvier 2015

Sébastien Guex, Guex Sébastien. « [La politique des caisses vides \[État, finances publiques et mondialisation\]](#) » In: *Actes de la recherche en sciences sociales*. Vol. 146-147, mars 2003. Espaces de la finance. pp. 51-61.

Agnès Rousseaux, « [Stratégie du choc : comment le FMI et l'Union européenne bradent la Grèce aux plus offrants](#) » Bastamag.net, 20 juin 2013.

« [En Grèce, le salaire moyen est de 817 euros nets en 2013, contre plus de 1000 euros en 2009](#) », *Huffington Post*, 7 juillet 2014.

Nous n'avons pour le moment pas retrouvé l'étude d'ATTAC-Autriche citée par Agnès Rousseaux

Copyright © 2015 Global Research